



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



UN LIBRARY

NOV 1 1977

Distr.
LIMITEE
A/C.4/32/L.24
11 novembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
QUATRIEME COMMISSION
Point 24 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

QUESTION DU BELIZE

Algérie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh,
Barbade, Bénin, Canada, Congo, Côte d'Ivoire, Danemark,
Fidji, Grenade, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Inde,
Jamaïque, Koweït, Madagascar, Malaisie, Norvège, Nouvelle-
Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République-Unie
de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du
Nord, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka,
Suède, Surinam, Trinité-et-Tobago, Yougoslavie et Zambie :
projet de résolution

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question du Belize,

Ayant examiné le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial chargé
d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur
l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 1/,

Rappelant ses résolutions 3432 (XXX) du 8 décembre 1975 et 31/50 du
1er décembre 1976,

Ayant entendu les déclarations faites par le représentant du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord 2/ et le représentant de la République
du Guatemala,

Ayant aussi entendu la déclaration du représentant du Belize,

1/ A/32/23/Add.7, chap. XXIX.

2/ A/C.4/32/SR.20.

Réaffirmant les principes énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenus dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, en particulier le principe selon lequel tous les peuples ont le droit de libre détermination, en vertu duquel ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel,

Notant que, dans la Déclaration de Bogota du 6 août 1977, il a été convenu qu'un règlement de la question du Belize devrait être trouvé selon les méthodes pacifiques consacrées par les chartes de l'Organisation des Etats américains et des Nations Unies, et dans le respect de l'intégrité territoriale du Belize et du principe de la libre détermination des peuples,

Notant qu'en juillet 1977, des négociations ont eu lieu entre le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, agissant en étroite consultation avec le Gouvernement bélizien, et le Gouvernement guatémaltèque, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la résolution 31/50,

Regrettant profondément l'interruption des négociations et le fait que les parties n'ont pas encore réussi à négocier un accord conformément aux principes énoncés dans les résolutions 3432 (XX) et 31/50,

Préoccupée par le fait que les obstacles qui ont empêché le peuple du Belize d'exercer sans crainte son droit à l'autodétermination et à l'indépendance n'ont pas encore été éliminés,

Convaincue de la nécessité d'aider concrètement le peuple du Belize à exercer librement et sans crainte son droit inaliénable à l'autodétermination, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale,

1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple du Belize à l'autodétermination et à l'indépendance;

2. Réaffirme que l'inviolabilité et l'intégrité territoriale du Belize doivent être préservées;

3. Fait appel au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que Puissance administrante, agissant en étroite consultation avec le Gouvernement bélizien, et au Gouvernement de la République du Guatemala pour qu'ils poursuivent énergiquement leurs négociations en stricte conformité des principes énoncés dans la résolution 3432 (XXX) de l'Assemblée générale et en consultation selon que de besoin avec d'autres Etats de la région particulièrement intéressés, afin de faire aboutir ces négociations avant la prochaine session de l'Assemblée générale;

4. Fait également appel aux parties intéressées pour qu'elles s'abstiennent de toute menace ou emploi de la force contre le peuple du Belize ou contre son territoire;

/...

5. Demande instamment à tous les Etats de respecter le droit du peuple du Belize à l'autodétermination, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale et de fournir toute l'assistance concrète nécessaire pour assurer rapidement l'exercice de ce droit.

6. Prie les gouvernements intéressés de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, de l'issue des négociations susmentionnées;

7. Prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer de suivre cette question et d'aider le peuple du Belize dans l'exercice de ses droits inaliénables.
